La croissance de l'emploi et du PIB

Philip Cross

Une grande tendance économique de 2006 a été le ralentissement de la croissance de la production et une hausse constante de l'emploi. À long terme, il est normal que la croissance de la production dépasse la croissance de l'emploi de plus de 1 % par an en réaction à la tendance à la hausse de la productivité. La convergence des gains de production et de l'emploi à la fin de 2006 comporte implicitement une diminution de la croissance de la productivité.

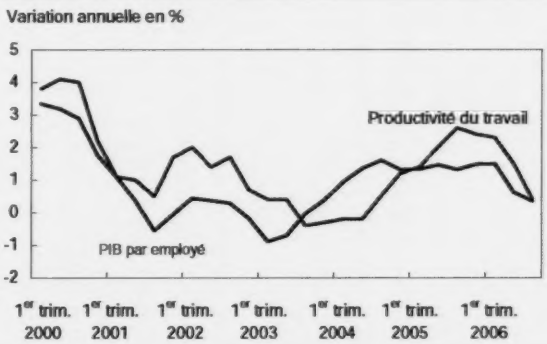
On pense souvent que la production par employé et la productivité du travail sont des concepts interchangeables. Mais les deux présentent des différences qui peuvent parfois provoquer une divergence entre ces séries (graphique A). Ce dont il faut surtout tenir compte, c'est que les données officielles sur la productivité du travail ne touchent que le secteur des entreprises duquel sont exclus les 15 % du produit intérieur brut (PIB) du secteur non commercial (ce qui évite les problèmes conceptuels relatifs à la mesure de la croissance de la productivité dans ce secteur). En outre, la productivité est calculée en fonction de la production par heure travaillée et non par employé. Les données sur les heures travaillées peuvent être différentes des données sur l'emploi en raison des personnes qui cumulent les emplois, de la proportion d'emplois à temps plein et à temps partiel et de la longueur de la semaine de travail. Lorsqu'il est fait référence à la productivité dans le présent article, plutôt que de production par employé, ce sont les données du PIB par heure travaillée dans le secteur des entreprises dont il est question. À moins d'indication contraire, les données de l'emploi sont tirées de l'Enquête sur la population active, tandis que la production totale est basée sur l'agrégation du PIB réel, qui comprend le secteur des entreprises et le secteur non commercial.

Le présent article est axé sur les facteurs qui ont contribué au ralentissement à la fois de la croissance de la production par employé et de la productivité en 2006. La croissance de la productivité à long terme dépend de la structure et des compétences de la population, des dépenses en immobilisations, de la recherche et de l'innovation, et des facteurs institutionnels, comme la fiscalité et la réglementation commerciale. Toutefois, étant donné que la majorité de ces variables ont peu changé l'an dernier (sauf pour quelques variations dans la population et les immobilisations), elles n'occupent pas une place prépondérante dans le présent article.

Contexte cyclique

La croissance de la production ralentit souvent par rapport à la croissance de l'emploi pendant de courtes périodes en dehors des périodes de récession, les

Graphique A La production par employé et la productivité peuvent diverger parfois



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active; Comptes nationaux des revenus et dépenses

Philip Cross est au service de la Division de l'analyse économique de conjoncture. On peut le joindre au 613-951-9162 ou à perspective@statcan.ca. Le présent article est une version adaptée du document de recherche intitulé Tendances récentes de la production et de l'emploi, *que l'on peut consulter dans le site de Statistique Canada à http://www.statcan.ca/francais/research/13-604-MIF/13-604-MIF2007054.pdf.*

entreprises gardant en réserve certains travailleurs tout en réduisant la production. Pas plus tard qu'en 2002 et 2003, la croissance de la production a été inférieure à celle de l'emploi, et ce, pendant plus longtemps qu'en 2006.

En fait, la convergence de la croissance de la production et de l'emploi a été la règle, et non pas l'exception, depuis la reprise économique qui a suivi une stagnation à la fin de 2001 (graphique B). La croissance d'une année à l'autre de la production par employé a été inférieure à 1 % pendant 44 des 69 derniers mois, et négative pendant 16 des 26 mois entre juillet 2001 et août 2003. La croissance de la production a, la plupart du temps, difficilement suivi celle de l'emploi, se situant à un niveau inférieur à la fin de 2001, prenant difficilement les devants en 2002, et retombant encore une fois pendant la majeure partie de 2003. Ce n'est qu'en 2004 et 2005 que la croissance de la production a été de toute évidence supérieure à la hausse de l'emploi, signalant une croissance positive de la productivité du travail. Même dans ce cas, les gains de productivité ont été de loin inférieurs à ceux enregistrés en 1999 et 2000. C'est donc dire que la convergence des deux encore une fois à la fin de 2006 n'est pas un phénomène nouveau.

En rétrospective, le ralentissement de la production par employé en 2002 et 2003 (confirmé par la suite dans les estimations officielles de la productivité du travail) est plus surprenant que celui de 2006. À ce moment-là, l'économie récupérait d'une période presque récessionnaire, en 2001, découlant de la morosité qui a suivi l'éclatement de la bulle des technologies de pointe et les attentats du 11 septembre. Normalement, la reprise initiale après un repli cyclique de l'économie entraîne des gains de productivité importants, des ressources sous-utilisées étant mises à nouveau à contribution. La situation a été différente en 2006. En effet, une économie fonctionnant dans un contexte de quasi-plein emploi, particulièrement dans l'Ouest du Canada, où la croissance s'est concentrée, est plus susceptible d'afficher une faible croissance de la productivité.

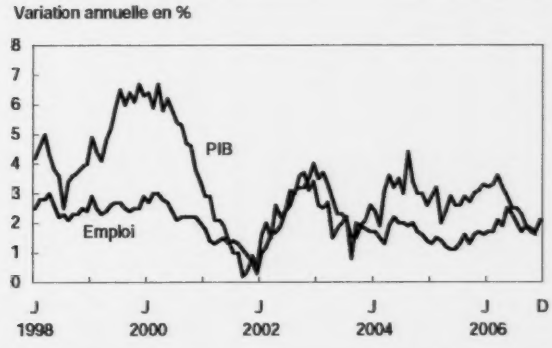
Bon nombre de facteurs passagers ont nui à la croissance du PIB en 2003, y compris l'épidémie du SRAS, la découverte de cas de vache folle, la panne de courant généralisée en Ontario, les incendies en Colombie-Britannique, l'ouragan Juan en Nouvelle-Écosse et le début de la guerre en Iraq. Ensemble, ces événements ont fait en sorte que le PIB n'a guère progressé pendant les deux trimestres intermédiaires, au moment où la croissance de la production traînait par rapport à celle de l'emploi.

Des données exhaustives sur la productivité du travail par industrie sont disponibles pour 2003. Il est intéressant de constater que nombre des industries dont la productivité a fléchi en 2006 ont aussi connu des difficultés en 2003. Dans le secteur du pétrole et du gaz, la productivité a diminué de 7 %, même quand les prix ont commencé à monter en flèche. La productivité de la fabrication a stagné, les entreprises faisant face à l'amorce d'une appréciation importante du taux de change. L'apathie de la productivité a été généralisée dans le secteur de la fabrication en 2003, tout comme elle l'a été en 2006.

Les services ont contribué davantage au recul de la productivité en 2003 qu'en 2006. Les services relatifs aux voyages, comme l'hébergement et la restauration, ont de toute évidence été grandement touchés par la crise du SRAS au cours de la première moitié de 2003, mais n'ont pas réduit leurs effectifs autant que le justifiait la demande (un phénomène que l'on appelle « rétention du personnel »).

Il n'est pas non plus inhabituel pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de subir deux années ou plus de faible croissance de productivité. Seulement depuis 2000, 10 des 29 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles ont vécu une telle situation.

Graphique B L'écart entre les variations de l'emploi et du PIB se rétrécit souvent



Sources : Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses

Fait intéressant, la Norvège et l'Australie enregistrent actuellement une croissance faible ou nulle de la production par employé. Tout comme le Canada, les deux pays ont d'importantes ressources naturelles. Ces dernières sont la source de la plus grande partie du recul de la productivité au Canada[1].

Une partie de l'attention qui a été accordée à la baisse de la production par employé vers la fin de 2006 peut découler d'une inquiétude que la situation de 2002-2003, qui avait duré deux ans, se reproduise. Mais l'épisode de 2006 pourrait aussi être un événement passager, et la croissance de la productivité pourrait reprendre, comme ce fut le cas en 1998. L'analyse des tendances de 2006 de la productivité par industrie est la première étape en vue de comprendre les raisons du ralentissement.

Les tendances par industrie

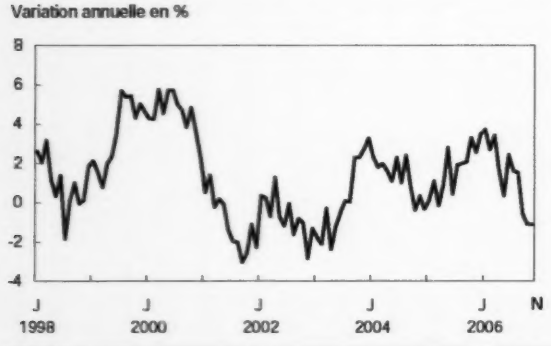
L'essentiel de la baisse de la production par employé en 2006 a eu lieu dans le secteur des biens (-1,9 %) entre décembre 2005 et novembre 2006 (graphique C). Elle a largement été le fait de ce secteur, dont la production est passée d'une croissance de 3,3 % à la fin de 2005 à une baisse de 1,9 % en 2006.

Dans le secteur des biens, presque toutes les industries ont affiché une productivité inférieure pendant les trois premiers trimestres de 2006 (tableau). La production par heure travaillée a diminué de près de 10 % dans le secteur des ressources, ce qui a entraîné une baisse de 1 % de la croissance de la productivité globale (graphique D). C'est le secteur minier et de l'extraction pétrolière et gazière qui a été principalement à l'origine de cette baisse, la production dans ce secteur ayant augmenté lentement, tandis que l'emploi y connaissait une hausse vertigineuse de plus de 10 %, la plus élevée de toutes les industries.

La productivité des exploitations de nouveaux gisements de pétrole et de gaz conventionnels a baissé ces dernières années, l'industrie délaissant les champs faciles à exploiter dans l'ouest au profit de sources moins productives[2]. Par exemple, les projets pétroliers non conventionnels sont maintenant à l'origine de près de la moitié du pétrole produit au Canada, et alors que la production des gisements non conventionnels a augmenté, la production par employé dans le secteur du pétrole et du gaz a baissé de façon marquée.

La chute de la productivité dans le secteur minier, pétrolier et gazier l'an dernier fait partie d'une tendance à la baisse à long terme. La productivité décroissante des puits de pétrole et de gaz conventionnels et le recours à l'exploitation moins productive des sables bitumineux se démarque par une baisse de 28 % de la

Graphique C Le ralentissement de la production par employé en 2006 a eu son origine dans le secteur des biens



Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active; Comptes nationaux des revenus et dépenses

Graphique D La baisse dans le secteur des ressources a entraîné un recul de la croissance globale de la productivité

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active; Mesures et analyse des industries

Tableau La productivité du travail par industrie

	2005				2006		
	1re trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1re trim.	2e trim.	3e trim.
	Croissance d'une année à l'autre						
Secteur des biens	0,1	0,7	1,9	2,6	1,7	0,3	-1,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	8,7	5,4	2,2	-0,4	0,8	-2,3	-7,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	-8,9	-8,1	-5,4	-4,9	-5,4	-10,6	-9,6
Services publics	2,2	2,5	3,5	0,0	-2,4	-1,0	-2,6
Construction	-2,2	-2,0	0,2	1,3	0,8	3,3	1,5
Fabrication	1,8	3,2	4,1	5,4	3,8	0,8	-1,2
Secteur des services	1,8	2,7	3,3	2,7	3,3	2,8	1,8
Commerce de gros	4,6	8,0	8,2	8,7	10,0	7,8	6,9
Commerce de détail	3,8	2,4	2,0	1,2	3,2	4,7	4,3
Transports et entreposage	1,9	2,7	5,7	5,6	3,5	2,9	0,2
Industries culturelles et de l'information	0,6	0,9	8,6	8,2	7,0	4,8	-0,3
Finance, assurances et services immobiliers	-0,7	-1,1	-2,3	-3,6	-2,4	-1,9	0,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,8	2,1	1,5	1,0	0,8	0,7	-0,3
Services aux entreprises, bâtiment et autres	-0,9	0,5	2,1	2,0	1,4	1,6	0,5
Arts, spectacles et loisirs	-0,6	4,3	5,1	5,9	4,3	4,7	-0,1
Hébergement et restauration	-1,1	2,5	3,4	3,8	4,6	0,3	-0,1
Autres services	1,6	2,8	3,0	2,0	4,1	3,3	2,3
Secteur des entreprises	1,4	2,0	2,6	2,3	2,3	1,6	0,4

Sources : Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses; Mesures de la productivité du travail

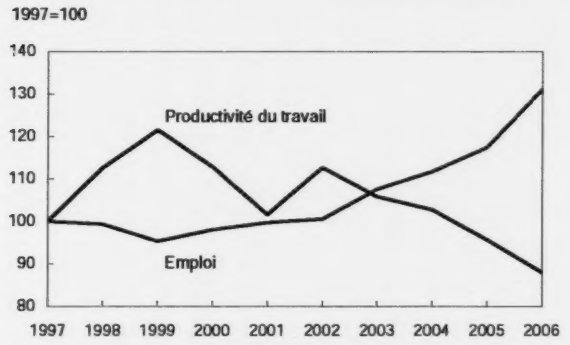
productivité du travail dans cette industrie depuis le sommet atteint en 1999 (graphique E). Cette situation est en grande partie la conséquence d'une montée fulgurante (60 %) de l'emploi dans le secteur pétrolier et gazier, principalement en Alberta. La hausse de l'emploi a surtout été le fait de l'exploitation des sables bitumineux, des milliers de travailleurs ayant été recrutés pour des méga-projets, qui ne produiront pas de pétrole avant des années. Ces employés s'occupent de logistique, de gestion et de recrutement; les employés qui construisent l'usine font partie de la catégorie de la construction.

Au cours des deux dernières années, des événements ont aggravé cette tendance à la baisse à long terme. La production des sables bitumineux a connu une baisse marquée en 2005, par suite d'un incendie majeur, qui a interrompu la production chez le producteur le plus important pendant près de neuf mois. La reprise de la production à cette usine a contribué à rehausser la production de sables bitumineux en 2006. Étant donné que la productivité dans les sables bitumineux est inférieure à celle d'autres sources pétrolières, ce mouvement en dents de scie de la production en 2005 et 2006 a contribué à réduire la croissance de la productivité l'an dernier (en raison du poids accru des exploitations pétrolières peu productives en 2006, après la baisse enregistrée en 2005). Lorsque l'exploitation des sables bitumineux reprendra, la production par employé augmentera, même si le niveau atteint ne sera jamais aussi élevé que dans les champs conventionnels. De façon plus générale, l'extraction de pétrole des sables bitumineux deviendra probablement plus efficace au fil du temps.

Cette situation illustre l'un des pièges découlant de l'examen des tendances de productivité agrégées. La productivité pourrait augmenter au sein de chaque composante d'une industrie, mais ces gains pourraient être dissimulés par un passage des industries à productivité élevée à celles dont la productivité est plus faible, d'où une baisse de la productivité globale.

Par ailleurs, la production pétrolière a été entravée l'an dernier par un certain nombre d'interruptions. Il s'agit notamment d'accidents sur les très productives plates-formes de forage d'Hibernia et de Terra Nova, au large des côtes de Terre-Neuve — où la productivité est relativement élevée — qui ont

Graphique E La baisse de la productivité de l'exploitation minière traduit une forte croissance de l'emploi



Sources : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail; Comptes nationaux des revenus et dépenses

coûté des mois de production. Il est compréhensible, vu la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur pétrolier, que les entreprises conservent leurs effectifs pendant ces interruptions.

L'exploitation minière autre que pétrolière et gazière a lieu de plus en plus dans des zones éloignées du pays ou nécessite des forages plus profonds. Le meilleur exemple est celui des diamants, qui sont exploités exclusivement dans les Territoires du Nord-Ouest. Une partie de la chute de la productivité dans les mines métalliques relève de l'épuisement des gisements les plus productifs, comme c'est aussi le cas pour les gisements conventionnels de pétrole et de gaz. L'exemple le plus frappant est celui des mines aurifères dont la production annuelle a constamment baissé depuis 2001.

Plusieurs des industries minières les plus importantes ont connu des difficultés de production en 2006, des grèves ayant réduit la production de nickel et de cuivre à l'automne : étant donné que l'EPA dénombre les grévistes comme des personnes occupées, cela réduit la production par employé (les heures travaillées reflètent les absences dues aux grèves, ce qui fait que les intrants travail dans les mesures de la productivité ne sont pas touchés). La production de potasse a été réduite pendant les longues négociations contractuelles qui se sont tenues avec les acheteurs de Chine[3]. Les travaux du projet d'extraction d'uranium le plus important au monde ont été interrompus, à Cigar Lake, en raison d'une inondation en octobre, entraînant des retards de plusieurs années dans les ventes (Hoffman, 2007). Comme dans le cas du pétrole et du gaz, les pénuries de main-d'œuvre ont incité les employeurs à maintenir leurs effectifs, même pendant les interruptions de production temporaires.

Aucun de ces problèmes n'a refait surface jusqu'ici en 2007, ce qui fait qu'on devrait s'attendre à une certaine reprise de la productivité. Les producteurs de potasse ont conclu des ententes avec les acheteurs chinois au début de l'année, de nouvelles conventions collectives ont permis d'éviter une grève dans l'industrie du nickel, et la route de glace vers les mines du nord a connu sa deuxième ouverture la plus précoce.

La productivité a diminué dans les services publics l'an dernier. L'hiver doux a réduit la demande d'électricité et de gaz, tant au début qu'à la fin de l'année. Il n'est pas étonnant que les services publics n'aient pas procédé à des mises à pied, étant donné qu'ils n'avaient aucune façon de savoir quand la demande rebondirait (comme le récent épisode de temps froid l'a montré).

La productivité des secteurs agricole, forestier et des pêches a constamment diminué tout au long de 2006. Mais l'emploi dans le secteur agricole a augmenté légèrement pendant l'année. Il est intéressant de constater que l'ensemble de la hausse s'est produit au centre du Canada, et principalement dans le sud-ouest de l'Ontario, où de nombreuses personnes qui travaillaient dans des usines tout en exploitant une ferme ont perdu leur emploi principal. Par conséquent, elles ont déclaré l'agriculture comme leur emploi principal, ce qui a fait augmenter le nombre d'emplois en agriculture. Il s'agit d'un bon exemple de la façon dont les événements peuvent provoquer des mouvements inhabituels de la production par travailleur à court terme.

La foresterie a connu l'une des variations les plus importantes de la croissance de la production par travailleur entre 2005 et 2006, passant de hausses à deux chiffres à des baisses à deux chiffres. La hausse rapide en 2005 a été le résultat du regroupement de la production dans des grandes scieries plus efficaces en Colombie-Britannique, ainsi que de l'accroissement de la production en raison du sommet atteint par les marchés du logement aux États-Unis. Le recul marqué de la demande de logements aux États-Unis, l'an dernier, a eu un effet à la baisse sur la production, baisse qui a été accentuée par la fermeture de nombreuses petites scieries dans l'Est du Canada à la fin de l'année, au

moment où le Québec a réduit ses quotas de coupe de 20 % et lorsque l'entente sur le bois d'œuvre avec les États-Unis est entrée en vigueur.

Fabrication

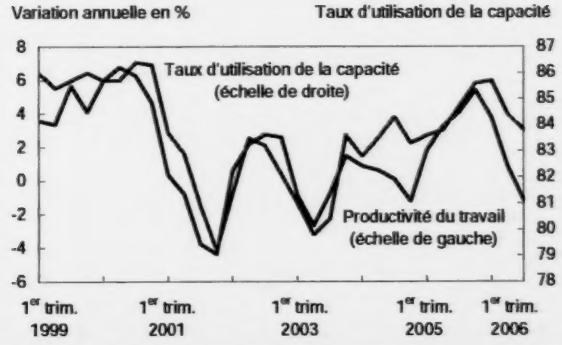
La production par employé a diminué dans le secteur de la fabrication en 2006 après deux années de croissance. Jusqu'ici au cours de la présente décennie, les usines sont demeurées bien en deçà des hausses de productivité remarquables qu'elles avaient connues au cours de la période d'essor des technologies de pointe, à la fin des années 1990.

La baisse de la productivité dans le secteur de la fabrication tient à une contraction de la production qui a réduit l'utilisation de la capacité (principal facteur déterminant de la productivité à court terme). La production manufacturière a diminué de 4,8 % au cours des dix premiers mois de l'année (avec une reprise légère à la fin de l'année), et la productivité a habituellement tendance à défaillir pendant les périodes de contraction (graphique F). Si l'appréciation du dollar a incité les fabricants à augmenter leur productivité chaque année depuis 2003, ces derniers sont parvenus à le faire plus facilement en 2004 et 2005, lorsque la production était en hausse de 1,9 % et 0,7 %, respectivement. Lorsque la production des usines a diminué, en 2001 et 2002, les fabricants ont aussi connu un recul de la productivité.

Qu'en est-il de l'argument selon lequel la restructuration des industries, et plus particulièrement dans le secteur de la fabrication, devrait entraîner un transfert des ressources des usines peu productives aux usines très productives? En 2006, on a assisté à de nombreuses fermetures d'usines dans les industries peu productives, comme le textile, le vêtement, l'ameublement, voire l'automobile. Parallèlement, la croissance s'est poursuivie dans les industries très productives à forte intensité de capital, comme la première transformation des métaux et le raffinage de pétrole. Certes, cela aurait dû accroître la productivité globale.

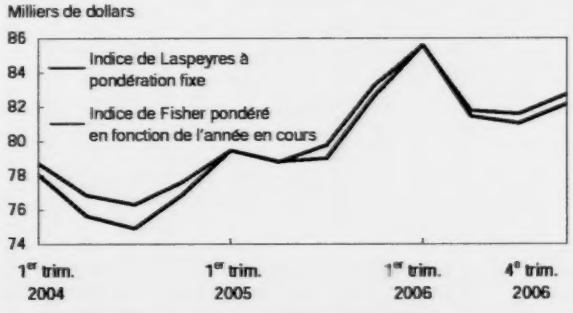
On a procédé à un test statistique de la théorie selon laquelle l'emploi, en définitive, a été transféré aux industries plus productives, grâce à un indice de Laspeyres (à pondération fixe) de la production dans le secteur de la fabrication. Plus simplement, il s'agit de maintenir constant le poids de chaque industrie en fonction de la part de l'emploi qu'elle représentait en 2003. Presque aucune différence n'a été constatée par rapport à l'indice de Fisher pondéré en fonction de l'année en cours (graphique G). Ce résultat surprenant tient au fait que, même si la productivité du travail était plus élevée dans les industries responsables d'une part plus grande de la production, leur productivité a néanmoins diminué tout au long de 2006. Par ailleurs, la production a ralenti dans certaines industries à productivité élevée, notamment les métaux de première transformation et les ordinateurs et l'électronique.

Graphique F Le ralentissement de la productivité manufacturière reflète un marasme de la production



Sources : Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses; Mesures de la productivité du travail

Graphique G Les variations de l'emploi manufacturier ont eu peu d'effet sur la productivité globale



Sources : Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses; Mesures de la productivité du travail

Ces résultats correspondent aux recherches antérieures qui montrent que les transferts entre industries ont peu de répercussions sur la croissance globale de la productivité à court terme. En dernier ressort, la productivité dépend des hausses réelles dans des industries particulières, et non pas des transferts entre industries affichant des niveaux de productivité différents. L'an dernier, la productivité dans le secteur de la fabrication a été terne dans presque toutes les industries, annulant l'effet des transferts entre industries. La baisse de la productivité dans des industries comme l'aérospatiale, la première transformation des métaux, le papier et le pétrole est peut-être le résultat d'événements particuliers, comme des interruptions de l'approvisionnement ou des grèves. Cela peut aussi traduire le penchant naturel des entreprises qui, lorsqu'elles jouissent d'une bonne fortune soudaine, comme ce fut le cas dans les métaux et le pétrole, portent temporairement moins attention aux coûts[4].

Les services

Dans l'ensemble, la production par employé dans les services a échappé au ralentissement important enregistré dans les biens, puisqu'elle a continué d'augmenter à son rythme moyen à long terme et bien au-dessus de la baisse provoquée par le SRAS en 2003 (graphique H). Plusieurs branches ont affiché une croissance solide, et plus particulièrement celles qui dépendent des consommateurs, qui ont profité de la vigueur de la demande. Toutefois, la croissance a été freinée par l'importance plus grande des services publics et des services aux entreprises, où la croissance de la productivité est, par définition, limitée.

Graphique H La production par employé dans les services a continué d'augmenter à son rythme moyen à long terme

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active; Comptes nationaux des revenus et dépenses

Près de 40 % de la croissance du PIB mensuel dans les services est projetée à partir de l'emploi. Dans la plupart des cas, et plus spécialement dans le secteur public, cela tient à la difficulté conceptuelle d'estimer la production. Étant donné qu'il n'existe pas de prix marchand pour la production de ces services, le Canada suit les mêmes pratiques comptables que les États-Unis utilisent pour calculer leur PIB et emploie la croissance du facteur travail (rajustée pour tenir compte des changements dans la qualité de la main-d'œuvre), comme approximation de la croissance de la production. La croissance de la productivité de ces industries est donc, par définition, limitée. Le secteur non commercial est aussi donc exclu des mesures officielles de la productivité du travail, mais il a des répercussions sur le PIB par employé et a, par conséquent, influé sur le débat actuel.

La croissance de la production en 2006 a été largement concentrée dans des branches où l'emploi est utilisé comme approximation de la croissance de la production. En date de novembre, la croissance d'une année à l'autre dans ces branches a été de 2,1 %, contre 1,3 % dans le reste de l'économie. Il s'agit d'un renversement de tendance par rapport à 2004 et 2005, années où ces branches n'ont progressé qu'à la moitié du taux des autres services. Ces dernières représentaient environ 40 % de l'ensemble de la croissance du PIB d'une année à l'autre, à la fin de 2006, soit le double de leur part au début de l'année (graphique I). Cela illustre à la fois l'accroissement d'activité dans ces branches et la croissance plus faible du PIB dans d'autres.

La hausse de près de 20 points de pourcentage de la part de croissance du PIB attribuable à ces branches a entraîné la baisse de 0,1 point de la production globale par employé en 2006. La croissance de ces branches tient principalement aux dépenses plus élevées en services de soins de santé à l'extérieur des hôpitaux. Par ailleurs, la demande a repris dans les organismes religieux et de bienfaisance. Ces hausses ont contrebalancé une baisse marquée dans les services d'enseignement et les services de loisirs.

Graphique I La croissance de la production en 2006 était concentrée là où le PIB a été estimé à partir de l'emploi

Source : Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses

La production dans certains services aux entreprises est aussi projetée à partir de la croissance de l'emploi. Cette approche est la plus courante dans le cas des branches pour lesquelles il n'existe pas d'autres sources de données mensuelles, comme les services professionnels, scientifiques et techniques[5]. Ces industries ont progressé plus rapidement que le reste de l'économie. Mais comme elles ne sont pas aussi importantes que le secteur public, elles n'ont eu que peu de répercussions sur la croissance de la productivité globale.

Si l'on exclut le secteur non commercial, la croissance d'une année à l'autre de la productivité du travail dans les services a atteint 1,8 % au troisième trimestre, soit une baisse légère par rapport à la hausse de 2,7 % enregistrée à la fin de 2005. La croissance a été le fait principalement du commerce de gros et du commerce de détail, ce qui s'inscrit dans la tendance à la hausse importante de la productivité amorcée en 2002. Les grossistes et détaillants ont profité des prix plus faibles des importations depuis que le dollar a commencé à augmenter en 2003. L'intérêt plus marqué pour les magasins à grande surface a aussi alimenté la productivité.

Certains services ont connu un recul de la croissance de leur productivité en 2006. Mais ces baisses ne représentent pas nécessairement toutes une tendance négative. Par exemple, l'hébergement et les services de restauration ont connu des baisses légères de productivité, après avoir commencé à résoudre les pénuries de main-d'œuvre qui avaient nui à leur croissance (mais alimenté la productivité mesurée) en 2005. C'est l'Alberta qui a connu la reprise la plus nette, une baisse de 12 % des emplois en 2005 ayant été suivie d'une hausse de 9 % en 2006. De même, le transport a réussi à attirer plus de main-d'œuvre en 2006, après avoir connu une baisse d'effectif en 2005. La production du transport a constamment augmenté ces dernières années, par suite de la reprise dans le secteur du transport aérien (après les pertes graves dues aux attentats du 11 septembre 2001 et au SRAS), ainsi que de l'essor des livraisons de biens et de conteneurs par rail et par eau (surtout en provenance ou à destination de l'Asie).

Pour des raisons de définition, il est parfois impossible de calculer la production par employé et par industrie. Le meilleur exemple est celui des logements occupés par leur propriétaire. Le système de comptabilité nationale suit la pratique internationale courante, traitant les propriétaires de maisons comme étant leurs propres locataires. Cette estimation, qui a totalisé 90 milliards de dollars l'an dernier, est le fait des changements qui touchent le stock de logements. Étant donné qu'il n'y a pas d'emploi dans cette industrie, la productivité n'y est pas définie (c'est l'une des raisons pour lesquelles la production par employé dans le secteur non commercial peut augmenter ou diminuer avec le temps). Après plusieurs années de croissance à deux chiffres, l'augmentation du stock de logements amorce un recul, qui reflète celui touchant le marché du logement. Cela aura pour effet de réduire la croissance du PIB réel à l'avenir, mais n'aura pas d'effet sur l'emploi.

L'emploi

La croissance du revenu a principalement été le fait du revenu du travail, qui a augmenté de 5,3 % en 2006 grâce à une forte croissance de l'emploi. Cette vigueur a été saisie par les deux outils d'estimation de l'intrant travail, à savoir l'Enquête sur la population active (EPA) et les heures travaillées utilisées pour l'intrant travail des estimations de la productivité.

Il existe des différences conceptuelles importantes entre l'emploi d'après l'EPA et les heures travaillées utilisées dans les estimations de la productivité. Dans le cadre de l'EPA, une personne qui cumule plusieurs emplois est considérée comme une seule personne occupée, tandis que, pour l'intrant travail, le nombre

d'emplois est établi à partir des heures travaillées. La productivité exclut des secteurs importants de l'économie, tel que le secteur non commercial.

Si le recul de la productivité du travail en 2006 est un phénomène réel et généralisé, quels sont les grands facteurs économiques qui pourraient l'expliquer? Le point de départ le plus évident est l'état cyclique de l'économie. L'expansion sur 16 ans de l'emploi s'est accélérée en 2006, la majeure partie de la croissance ayant touché les postes à temps plein. Cela a fait reculer le taux de chômage à son niveau le plus faible en 30 ans d'histoire de l'actuelle Enquête sur la population active. De nombreuses industries ont été aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre, surtout en Alberta et en Colombie-Britannique, mais même les provinces de l'Atlantique ont été touchées à la fin de l'année, puisque les fabricants là-bas ont déclaré davantage de pénuries de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée que dans le centre du Canada.

Pénuries et qualité de la main-d'œuvre

Le resserrement du marché du travail et les pénuries de main-d'œuvre peuvent souvent mener à une croissance plus faible de la productivité. Les employeurs recherchent et recrutent de plus en plus des travailleurs moins productifs. Lorsque le marché du travail s'est rétréci aux États-Unis, au sommet de l'essor des technologies de pointe en 1999 et 2000, par exemple, la croissance de la productivité a ralenti de plus d'un point.

Plusieurs estimations montrent la baisse de la qualité de la main-d'œuvre, surtout dans l'Ouest du Canada. L'emploi a augmenté plus rapidement l'an dernier pour les segments les plus jeunes et les plus âgés de la population — les moins productifs. Chez les jeunes, une productivité inférieure à la moyenne est le fait de leur expérience et de leur formation moindres; chez les travailleurs plus âgés, elle tient à l'érosion des compétences, à une nouvelle carrière et à la moins grande participation au marché du travail[6]. Si aucune de ces tendances n'était nouvelle l'an dernier, leur importance s'est accrue de façon marquée.

À l'échelle nationale, l'emploi a augmenté plus rapidement chez les personnes de 55 ans et plus (6,7 %) et les jeunes (1,5 %) que chez les travailleurs dans la force de l'âge (1,4 %). À la suite de l'augmentation de la demande, le taux de chômage chez les jeunes a atteint un seuil record de 9,7 % en décembre dernier, tandis que l'emploi et le taux de participation à la population active des personnes âgées de 55 ans et plus ont atteint un sommet inégalé.

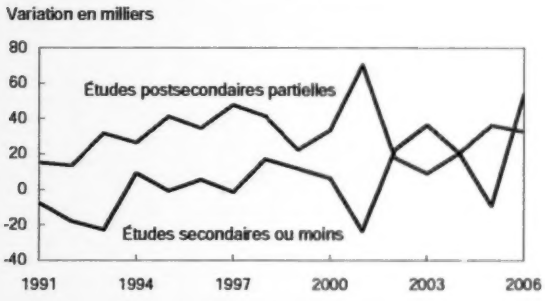
Les pénuries ont forcé les employeurs de l'Alberta et de la Colombie-Britannique à se tourner vers les travailleurs plus jeunes et les plus âgés. En Alberta, la hausse d'emploi a été plus marquée chez les jeunes (5,6 %), dont le taux d'emploi est passé de 64,1 % à 65,3 % entre décembre 2005 et décembre 2006. La Colombie-Britannique a dépendu davantage des travailleurs plus âgés : alors que la croissance de l'emploi des travailleurs dans la force de l'âge y a diminué, passant à 0,9 % en 2006, elle a été de 12,6 % chez les travailleurs plus âgés (notamment ceux de 65 ans et plus pour qui la hausse était de 1,7 point, s'établissant à 8,3 %), deux fois l'augmentation de 2005.

En Alberta, les personnes ayant fait des études secondaires ou ayant un niveau inférieur ont été responsables de plus de la moitié de la croissance de l'emploi en 2006. Il s'agit là du niveau le plus élevé jamais atteint, ainsi que d'un changement important par rapport aux années 1990, pendant lesquelles les employeurs affichaient une préférence marquée pour les personnes ayant un niveau d'études supérieur au niveau secondaire (graphique J). La Colombie-Britannique a connu une tendance similaire, quoique moins prononcée. Mais les pénuries y sont suffisamment graves pour que le Business Council prévienne qu'elles l'obligeront à revoir à la baisse ses prévisions de croissance du PIB pour 2007 (Finlayson, 2007).

La baisse du niveau d'éducation de la main-d'œuvre est symptomatique du resserrement du marché du travail et non pas de la détérioration de la qualité des emplois disponibles. Autrement dit, la plus faible qualité à la marge tient à l'offre de travailleurs et non pas à la demande des employeurs (qui, de toute évidence, auraient préféré recruter des personnes mieux qualifiées).

Ce ne sont pas toutes les mesures de la qualité de la main-d'œuvre qui se sont détériorées l'an dernier. L'emploi des jeunes de 15 à 24 ans a ralenti pendant l'année, sauf en Alberta. En outre, les rangs des travailleurs autonomes se sont éclaircis en 2006, en dépit d'une brève remontée à la fin de l'année (la productivité des travailleurs autonomes est inférieure à celle des employés).

Graphique J En Alberta, les personnes qui n'ont pas plus que le niveau secondaire étaient en tête de la croissance de l'emploi en 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Toutefois, les employeurs ont réagi au niveau plus faible de qualifications des employés. Des estimations détaillées de l'emploi montrent que le nombre d'emplois dans les écoles de commerce et les instituts de formation en informatique et en gestion a nettement augmenté l'an dernier. Il s'agit d'une hausse importante par rapport aux cinq années précédentes.

Outre qu'ils recrutent des travailleurs moins productifs, les employeurs peuvent modifier leurs comportements de sorte que cela réduise la productivité. Ils pourraient être plus réticents à mettre à pied des travailleurs de façon temporaire, craignant que ces derniers trouvent des emplois ailleurs et ne reviennent pas. De même, il arrive que des entreprises retiennent de la main-d'œuvre en prévision de grands projets devant être entrepris plus tard. Il semble que cela se produit déjà dans les sables bitumineux[7].

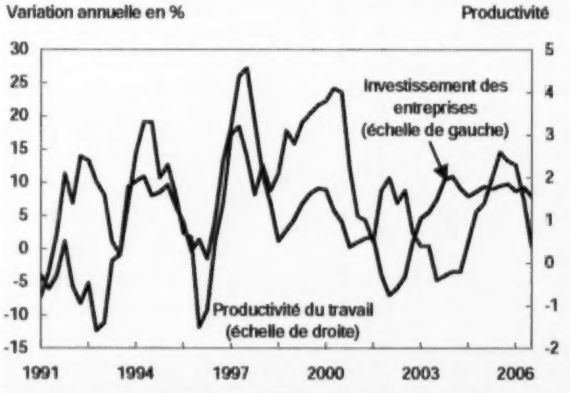
L'investissement des entreprises est un indicateur d'une meilleure croissance de la productivité. Alimentées par des bénéfices records, les entreprises ont accéléré leurs dépenses en immobilisations dans une proportion constante de 10 %, lors de chacune des trois dernières années. Cette pression concurrentielle attribuable à la hausse marquée du taux de change depuis 2003 devrait constituer un incitatif majeur pour que les entreprises dépensent plus. Des pressions similaires exercées aux États-Unis au début de la décennie ont entraîné une nette amélioration de la productivité.

La productivité diminue rarement pendant une période prolongée lorsque les investissements sont en expansion (graphique K). Cela laisse entrevoir un rebond de la croissance de la productivité à court terme, ou laisse présager que la baisse actuelle ne sera pas aussi prolongée qu'en 2002-2003. Un des facteurs qui peut expliquer la divergence entre la productivité et les investissements en 2006 est qu'une part importante de ces derniers a été le fait du secteur de l'énergie, où les retombées sous forme de production plus grande ne se matérialiseront pas tout de suite. La fabrication, le secteur où les incitatifs à investir dans des machines et du matériel améliorant la productivité sont les plus importants, se démarque au chapitre de ces dépenses (ce qui traduit peut-être les pressions intenses exercées sur les marges bénéficiaires), une hausse de 10 % en 2005 ayant contribué à alimenter la productivité cette année-là.

Conclusion

Plusieurs raisons économiques et statistiques expliquent pourquoi la productivité a ralenti en 2006. Au niveau national, la croissance s'est déplacée vers les industries où la productivité est faible, notamment les mines. De nombreuses industries, particulièrement dans l'Ouest du Canada, font face à des pénuries de main-d'œuvre. Les employeurs ont recruté du personnel moins quali-

Graphique K La baisse de la productivité dure rarement longtemps quand l'investissement est en croissance



Sources: Statistique Canada, Mesures de la productivité du travail; Comptes nationaux des revenus et dépenses

fié et ont consacré davantage de temps à la formation des employés. Enfin, un plus grand nombre d'industries ont été touchées par des événements ponctuels l'an dernier, comme les interruptions dans le secteur minier et la clémence record des températures hivernales qui ont réduit la production.

La principale question pour le moment n'est pas de déterminer si la production a ralenti par rapport à l'emploi, mais plutôt si ce ralentissement est lié à des facteurs temporaires (comme les conditions météorologiques, d'autres interruptions de production, ou le transfert soudain de ressources à de nouvelles industries et régions) ou s'il représente le début d'une baisse à plus long terme de la productivité, en raison d'une pénurie de main-d'œuvre et de changements structurels de l'économie. La plupart des variables examinées dans le présent article donnent à penser qu'il s'agit de facteurs passagers qui dominent à court terme, et ce, à l'exception des pénuries de main-d'œuvre dans l'Ouest du Canada, dues en partie à l'exploitation des sables bitumineux.

S'il faut retenir une leçon de 2006, c'est que des mouvements irréguliers importants sont plus susceptibles de se produire dans une économie où les ressources naturelles sont à l'origine d'une part croissante de la production. La production mensuelle du secteur minier affiche la plus grande variabilité de tous les secteurs de l'économie. Étant donné que ce secteur emploie relativement peu de travailleurs, des mouvements contraires à court terme de la production et de l'emploi pourraient facilement se reproduire. La meilleure pratique dans pareils cas consiste à ne pas trop mettre l'accent sur les mouvements à court terme de la productivité, et à les placer dans le contexte des périodes précédentes de croissance pendant lesquelles la productivité a chuté de manière temporaire.

Perspective

Notes

1 Même aux États-Unis, où la productivité a augmenté de 2 % en 2006, son ralentissement plus tôt cette décennie a incité le conseil d'administration de la réserve fédérale à noter que le ralentissement récent de la productivité du travail pourrait, du moins en partie, être une réaction cyclique temporaire, plutôt qu'un recul significatif à long terme (BGFRS, 2007, p. 18).

2 Selon l'Office national de l'énergie (ONE), la productivité initiale des puits dans l'Ouest du Canada a diminué de près de deux tiers depuis 1996 (ONE, 2006, p. 23). Concernant le pétrole, l'ONE a décrit l'Ouest du Canada comme étant « un bassin mature au chapitre de l'exploration, les taux de découverte allant s'amenuisant et les coûts de découverte et d'exploitation étant relativement élevés. La plupart des grands gisements ont été découverts tandis qu'il est toujours plus difficile et plus coûteux de trouver les plus petits. » (ONE, 2005, p. 17.)

3 « En 2006, la production de potasse a ralenti dans un certain nombre de mines de la Saskatchewan, les producteurs attendant la décision du gouvernement chinois concernant l'établissement des prix. Cela a eu pour résultat que les livraisons de potasse à grande échelle par la Saskatchewan n'ont commencé qu'en août. » (Financial Post, 2007).

4 Des résultats semblables ont été obtenus en utilisant les indices de productivité de Laspeyres et de Fisher pour l'ensemble de l'économie à deux chiffres, au moyen de données détaillées sur l'emploi provenant de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.

5 Par ailleurs, ces industries sont, en fin de compte, étalonnées en fonction de données qui ne sont pas fondées sur le facteur travail (comme les données fiscales, qui couvrent tous les coûts et revenus) et sont par la suite soumises à un indice implicite des prix du marché. Compte tenu du rapport historique entre le facteur travail et ces mesures finales de la production, les estimations mensuelles de la croissance sont modifiées pour réduire les révisions possibles. Il est intéressant de constater que c'est en 2003 que, pour la dernière fois, la contribution de ces industries à la croissance a été aussi importante que l'an dernier. À ce moment-là, leur part dans la croissance avait aussi atteint un sommet, à plus de 40 %, en raison en partie de la hausse de la demande de services de santé pendant l'épidémie du SRAS. Il n'est pas étonnant que cela ait contribué à faire diminuer la production par travailleur cette année-là. Il convient en outre de souligner que cela n'a pas marqué le début d'une nouvelle tendance, la croissance de la productivité ayant vite rebondi en 2004 et 2005.

6 Le vieillissement de la main-d'œuvre peut considérablement réduire la productivité. Une étude publiée récemment estime que la répercussion sur le Canada a culminé entre 2001 et 2006, avec des pertes annuelles de productivité de 0,2 point de pourcentage (Tang et MacLeod, 2006, p. 598).

7 Par exemple, le consortium de Long Lake a indiqué que la 1re phase du projet avait été retardée en raison d'une baisse de 20 % de la productivité du travail attribuable à l'inexpérience des travailleurs. On a aussi indiqué que les travaux de la 2e phase seraient entrepris,

dans la crainte de perdre des employés, ainsi que pour maintenir leur position dans les files d'attente de plus en plus longues pour les fournitures et l'équipement (Ebner, 2006).

■ Documents consultés

BOARD OF GOVERNORS OF THE FEDERAL RESERVE SYSTEM (BGFRS). 2007. *Monetary Policy Report to the Congress*, 14 février, 21 p.

EBNER, Dave. 2006. « Nexen project in oil sands on budget and on time: But worker inexperience causes problems », *The Globe and Mail*, 28 avril, p. B5.

FINANCIAL POST. 2007. « Potash producers reach early pricing agreement with China », *National Post*, 9 février, p. FP4.

FINLAYSON, Jock (sous la dir.). 2007. *B.C. Outlook*, février, Business Council of British Columbia, Vancouver, 6 p.

HOFFMAN, Andy. 2007. « Cameco extends delay over flooded mine », *The Globe and Mail*, 8 février, p. B4.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE (ONE). 2006. *Short-term Canadian Natural Gas Deliverability 2006–2008*, octobre, Calgary, 46 p.

---. 2005. *Short-term Outlook for Canadian Crude Oil to 2006,* septembre, Calgary, 58 p.

TANG, Jianmin et Carolyn MACLEOD. 2006. « Labour force ageing and productivity performance in Canada », *Canadian Journal of Economics*, vol. 39, nº 2, mai, p. 582 à 603.